

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne**

**Arrêté préfectoral
portant décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1^{er} novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 08 décembre 2025 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 008788 relatif au projet **de réalisation de la tranche 3 du lotissement « la vallée d'émeraude » à Matignon (22)**, déposé par la société Terres et Projets, reçu le 13 novembre 2025 et considéré complet le 10 décembre 2025 ;

Considérant que ce projet relève des catégories n° « 39 a) Travaux, constructions et opérations d'aménagement » et n° « 6 a) Construction de routes classées dans le domaine public » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- de réalisation de 46 logements, répartis en 38 lots libres et un îlot de 8 logements locatifs sociaux, sur une emprise foncière de 20 872 m² ;
- de création de voirie sur le site.

Considérant la localisation de ce projet :

- au sein de parcelles cadastrales situées en zone à urbaniser à vocation d'habitat, classée 1AUh1 par le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Dinan agglomération, approuvé le 27 janvier 2020 et dont la dernière procédure date du 15 juillet 2024 ;
- au sein de l'opération d'aménagement et de programmation (OAP) « Matignon – rue de Penthièvre » ;
- sur un secteur incluant environ 435 mètres linéaires de haies bocagères protégées, dont environ 265 ml sur talus et 135 ml protégée en tant qu'espace boisé classé.

Considérant que :

- la station de traitement des eaux usées (STEU) de la commune a une capacité de traitement nominale de 2 000 équivalent-habitants (EH), et que la charge maximale a atteint 1 798 EH en 2023 ;
- l'absence de mise à jour des données chiffrées pour la STEU ne permet pas d'estimer la capacité d'accueil de cette dernière pour les 107 EH supplémentaires générés par le projet ;
- les potentialités d'accueil de la biodiversité dans les haies bocagères et les espèces fréquentant ces milieux doivent être inventoriées, dans la perspective de garantir l'absence d'incidences notables sur la biodiversité ;
- le percement de haies bocagères sur talus pour créer des voies publiques de circulation automobile ne permet pas la préservation intégrale des haies et talus classés « espace boisé classé » ou protégés par le PLUi de Dinan agglomération ;
- la suppression de plusieurs arbres et l'absence de règles homogènes et proportionnées de protection des houppiers, des systèmes racinaires et de la strate herbacée de ces linéaires bocagers, constituent des incidences notables sur les espèces, sur les habitats naturels et leurs fonctionnalités, ainsi que sur les paysages à long terme, ce qui nécessite une justification détaillée des mesures d'évitement, de réduction, et si nécessaire de compensation.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et justifie la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **de réalisation de la tranche 3 du lotissement « la vallée d'émeraude » à Matignon (22)** doit faire l'objet d'une évaluation environnementale.

Article 2

L'évaluation environnementale aura pour objectifs spécifiques de répondre aux éléments d'analyse ci-dessus motivant la présente décision. Au-delà de ces objectifs spécifiques, l'étude d'impact, qui constitue le rapport d'évaluation des incidences du projet sur l'environnement, devra démontrer la maîtrise de l'ensemble de ces incidences, de manière proportionnée, conformément à l'article R. 122-5 du code de l'environnement.

Article 3

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,

signé

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle conclut à la nécessité d'une évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire, conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

Recours gracieux ou administratif (hors hiérarchique) :

via le portail pétitionnaire de Novae :

<https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr>

ou par courrier :

DREAL Bretagne
Service CoPrEv
Bâtiment l'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes cedex

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature

Recours contentieux :

Monsieur le Président du tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte
CS 44416
35044 Rennes cedex

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr.